

# Du côté de chez



**Bourse du travail**  
**3 rue David MARTIN**  
**05000 GAP**  
Tél. 06 16 18 11 74  
**05@sgen-cfdt.fr**

**DES HAUTES-ALPES**  
Juin 2010

## La rigueur budgétaire est inacceptable

### Politique budgétaire pour l'École : le Sgen-CFDT dénonce un diaporama en forme d'aveu

Les projets ministériels en terme budgétaire, dont la teneur vient de filtrer dans la presse, confirment l'application zélée de la politique de restrictions budgétaires gouvernementale qui va frapper encore plus durement le système éducatif. Après les annonces du Premier ministre sur les restrictions pour 2011-2012 et 2013, la confirmation par le ministre, lors d'une audience accordée au Sgen-CFDT le mardi 18 mai, que son ministère ne sera pas épargné, la méthode et les cibles se précisent.

Le Sgen-CFDT dénonce cette approche comptable qui consiste à quantifier les coupes budgétaires et les décliner mécaniquement.

Voilà le mode de pensée qui sert à élaborer la politique éducative de ce gouvernement. L'éducation n'est qu'un coût, la jeunesse n'est qu'une charge, voilà comment se prépare l'avenir du pays : c'est irresponsable et scandaleux !

L'augmentation de la taille des classes et la rationalisation de l'offre de formation sont envisagées tant dans le premier que le second degré. Le remplacement est également pointé comme un levier d'économies. Seront également victimes l'enseignement spécialisé, les personnels non enseignants, la scolarisation des deux ans, l'animation pédagogique, les intervenants extérieurs, les décharges statutaires... : la mise à mal de tous ces dispositifs et la disparition des personnels qui les assument vont contribuer à une nouvelle dégradation de la qualité du service public et à la dégradation des conditions de travail. Enfin parmi d'autres objectifs de réduction de l'emploi, la fin des IDD semble programmée. Les personnels administratifs des IA, des rectorats et les personnels d'encadrement font également partie des cibles, donc la gestion des ressources humaines n'est plus une priorité.

Par ces propositions empreintes d'un cynisme certain, le ministre veille à remplir les conditions de l'échec des réformes en cours. C'est l'aveu même que la politique de restrictions budgétaires conduit au renoncement et à l'abandon de toute ambition pour l'École.

L'Éducation n'est pas une priorité pour ce gouvernement et l'avenir des jeunes ne semble pas le préoccuper. Comment lutter notamment contre l'absentéisme scolaire, le décrochage scolaire, les difficultés de lecture si on démunit le système éducatif de ces personnels spécialisés (CPE, enseignants spécialisés, COP, psychologues scolaires) et que parallèlement on continue à alourdir les effectifs des classes ?

Pour le Sgen-CFDT, et particulièrement en temps de crise, l'effort budgétaire sur la formation et l'éducation doit être maintenu pour permettre à l'École de répondre à l'objectif de réussite de tous les élèves. La sortie des difficultés économiques nécessitera plus que jamais des jeunes formés en capacité de s'insérer sur le marché du travail. Les effets des licenciements ou du chômage technique vécus par de nombreux parents sont suffisamment difficiles à vivre pour ne pas faire peser sur leurs enfants les conséquences d'une dégradation du service public d'éducation.

Le Sgen-CFDT s'opposera à cette politique de restrictions budgétaires pour sauvegarder le service public d'éducation, facteur de cohésion et d'avenir pour notre société.

## Journée de mobilisation le jeudi 24 juin 2010

- Le gouvernement écarte toute idée d'un véritable débat sur les retraites. Il reste campé sur l'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge légal de départ à la retraite, l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, Unsa appelle à une nouvelle journée de mobilisation le 24 juin.

### MANIFESTATION à GAP

Départ à 10h30 Gare SNCF

Arrivée Préfecture puis pique-nique tiré des sacs sur un lieu surprise

#### ► Direction d'école : être et avoir

Depuis des années, enquêtes et sondages ont mis en évidence l'aggravation du malaise des directrices et directeurs d'école, la désaffection continue pour cette fonction, la difficulté de pérenniser les équipes pédagogiques et de fonder dans le temps les divers projets des écoles, les difficultés de fonctionnement de l'école... Les projets actuels "EPEP" ne répondent ni aux attentes des directeurs ni à celles des équipes pédagogiques. La direction d'école, aujourd'hui, doit conjuguer Etre et Avoir...

Le Sgen-CFDT, le SE-UNSA, Avenir-Ecole, le SCENRAC-CFTC et le GDID ont adressé à Luc Chatel un texte commun pour **demander au Ministère d'ouvrir une concertation sur toutes les dimensions de la direction et du fonctionnement de l'école,**

Signé par le Sgen-CFDT, le SE-UNSA, Avenir-Ecole, SCENRAC-CFTC et GDID

« Depuis des années, enquêtes et sondages (Ministère, MGEN, DGESCO, syndicats, IFOP, etc...) ont mis en évidence:

- l'aggravation du malaise des directrices et directeurs d'école
- la désaffection continue pour cette fonction
- la difficulté de pérenniser les équipes pédagogiques et de fonder dans le temps les divers projets des écoles
- les dysfonctionnements et difficultés de fonctionnement de l'École Publique que cette situation engendre

Face à cela, les projets actuels d'EPEP ne garantissent pas l'indépendance du projet pédagogique ni le maintien de structures de taille raisonnable et d'un réseau scolaire de proximité. Ils ne répondent donc ni aux attentes des directrices et directeurs d'école, ni à celles des équipes pédagogiques, ni à celle de l'ensemble des personnels.

La direction d'école, aujourd'hui, doit conjuguer Etre et Avoir

Répondre aux questions

- du temps de décharge car la charge de travail est trop lourde
- des moyens et du matériel
- de l'amélioration de la formation initiale et continue
- de l'augmentation de la rémunération des directeurs d'école

Par ailleurs, il est nécessaire de:

- clarifier et préciser les responsabilités des directrices et directeurs d'école
- revoir le décret de 89 inadapté et obsolète face à l'empilement des responsabilités et aux évolutions de l'école, notamment dans ses relations avec les communes
- redéfinir le cadre juridique, administratif, légal de la direction d'école
- répondre aux besoins de reconnaissance des directrices et directeurs d'école

Parce que l'adaptation de la réalité de l'École Publique aux nécessités de notre temps, et les difficultés rencontrées par nos collègues dans l'exercice professionnel l'exigent, nous demandons au Ministère d'ouvrir une concertation sur toutes les dimensions de la direction et du fonctionnement d'école. »

## Restera-t-il des adultes dans les établissements scolaires à la prochaine rentrée ?

C'EST LA QUESTION QUE SE POSAIENT NOS REPRESENTANTS A LA FIN DU CTPD DU 3 JUIN DERNIER

L'IA 05 impose un nouveau tribut à tous les établissements scolaires du département (écoles, collèges, lycées, LP) en supprimant 10 assistants d'éducation et « bricole » avec les moyens restants un redéploiement basé sur un nouveau barème soit disant plus social. Celui-ci s'avère en fait non équitable et certains lycées en sont victimes. IL S'AGIT PLUS D'UN ARTIFICE MATHEMATIQUE POUR FAIRE CORRESPONDRE LA DOTATION REDUITE A LA REPARTITION FINALE.

Les Assistants d'éducation sont irremplaçables et indispensables au bon fonctionnement des établissements. En collège, lycée et LP, ils exercent des missions de surveillance, de dialogue avec les jeunes et dans les écoles, OU ILS SONT TOUS SUPPRIMÉS, ils aident les élèves en difficulté scolaire.

Comment l'administration et le gouvernement peuvent-ils faire de grandes déclarations sur la violence et la lutte contre l'absentéisme et poursuivre les suppressions de postes dans les établissements scolaires ?

De plus, ces collègues, dont certains sont en poste depuis 2006 se voient « remercier » du jour au lendemain. On nous annonce cyniquement qu'en cas de besoin, l'administration fera appel à des personnes en Contrats Aidés que l'IA qualifie du joli terme de « variable d'ajustement » ! **Les personnels concernés apprécieront !!**

Ces nouvelles mesures aggravent encore les conditions de travail de la prochaine rentrée scolaire. **Elles confirment le cynisme et l'absence de respect dans la gestion des ressources humaines. de plus les manœuvres malhonnêtes de l'IA qui n'annoncent pas ses intentions obligent les représentants du personnel à quitter les instances paritaires pour marquer leur profond désaccord.**

**Notre syndicat défend l'ensemble des personnels et reste très vigilant sur la situation des précaires. Il demande le respect pour tous, base essentielle de tout système social et éducatif.**

Le Groupe de Travail sur la phase d'ajustement du mouvement se déroulera Vendredi 25 juin. Les responsables du Sgen-CFDT sont inquiets en ce qui concerne la répartition des postes à titre provisoire: les personnels désirant travailler à temps partiel ont été dans l'obligation de faire des vœux groupés par canton. Ils risquent de ce fait, et malgré un barème suffisant, d'obtenir une affectation qui ne correspondra pas au plus près à leur souhait.

*Les personnels concernés peuvent nous contacter dès 12h00 pour être informés sur leur nomination.*



**Adhérer au Sgen-CFDT : Pas de syndicat fort sans adhérents...**

Transformez votre sympathie pour le Sgen-CFDT : apportez-nous votre soutien mais aussi vos idées !  
Et adhérez au Sgen-CFDT !

**se syndiquer** : ni année scolaire, ni année civile, l'adhésion débute au moment de votre 1er versement, n'attendez plus !

Contactez-nous : [05@sgen-cfdt.fr](mailto:05@sgen-cfdt.fr)